

Revue de presse

Lundi 18 Mars 2024



[Laaziz Faïd, ministre des finances](#)

[«Le gouvernement peut recourir à plus d'une loi rectificative»](#)



une ou plusieurs lois de finances rectificatives pourraient être adoptées en un seul exercice, pour prendre en charge les dépenses non prévues.

Le ministre des Finances, Abdelaziz Faïd, a souligné dans une déclaration que «les pouvoirs publics pourraient recourir à l'élaboration de plus d'une loi de finances rectificative en une seule année, si la situation l'exigeait, comme le prévoit la loi organique 18-15 relative aux lois de finances».



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

L'Algérie réitère son appel à traiter les crises entraînant le déplacement forcé des populations

L'Algérie a de nouveau exprimé son inquiétude face à l'augmentation du taux des personnes recensées relevant des compétences du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), estimé à 63 %, appelant à traiter les différentes crises entraînant le déplacement forcé des populations, notamment la persistance des conflits et de la colonisation dans certaines régions du monde.



Douanes : Saisie d'une quantité considérable de psychotropes et mise en échec d'une tentative de contrebande de quantités de sucre

Les services de douanes ont saisi une quantité considérable de psychotropes à Ghardaïa et à Aïn Timouchent et déjoué une tentative de contrebande de quantités de sucre à In Guezam, indique un communiqué de la Direction Générale des Douanes (DGD).

« Dans le cadre de la poursuite des efforts conjoints sur le terrain des services opérationnels des brigades des douanes, les agents de la brigade mobile des douanes relevant des services de l'inspection divisionnaire des douanes de la wilaya de Ghardaïa (territoire de compétence de la direction régionale des douanes de la wilaya de Laghouat), ont saisi, lors d'une opération conjointe avec les éléments de la brigade territoriale de la Gendarmerie Nationale de Zelfana, un total de 11.100 capsules psychotropes de type Prégabaline 300 mg », précise le communiqué.



Banques, bourse et monétique : Une réforme financière sur trois fronts

A la traîne depuis plusieurs années, le chantier de la modernisation du système financier et bancaire national connaît désormais un début de mise en œuvre effective depuis le début de l'année en cours. Un état de fait qui se traduit notamment par la concrétisation d'une première opération de privatisation bancaire partielle, mais aussi à travers les différentes actions initiées pour réanimer le marché boursier local et pour favoriser le développement des moyens de paiement électroniques et le passage graduel à la digitalisation des transactions financières.

Promotion spéciale pour la mourabaha-consommation : La BDL offre un rabais de 50%

Le crédit à la consommation semble avoir le vent en poupe en ce mois de ramadan. Après la banque Al Baraka d'Algérie qui a lancé, jeudi dernier, son crédit islamique pour l'acquisition de véhicules produits en Algérie (Fiat 500) avec une remise de 30% sur sa marge, la banque de développement local (BDL) lui a emboîté le pas hier, en annonçant, à travers un communiqué, le lancement d'une promotion spéciale ramadan sur son offre Mourabaha-consommation avec un rabais de 50% sur la marge bénéficiaire. Une manière « d'aider les clients à financer leurs besoins de consommation durant le mois sacré à des prix compétitifs », liton dans le communiqué, qui précise que ses clients bénéficieront de « conditions allégées et de prix compétitifs ».

Selon le dernier rapport du Gecef : Le gazoduc transsaharien synonyme « d'intégration intrarégionale »

Les pays africains sont appelés à jouer un rôle crucial dans l'approvisionnement du marché international en gaz naturel dans les années à venir. L'Algérie et le Nigeria, qui sont aujourd'hui les majors africains dans ce domaine, travaillent davantage pour consolider leur position sur le marché européen, et ce, à travers l'amélioration de la production et la réactivation du projet de gazoduc transsaharien qui servira aussi à « intensifier l'intégration intrarégionale », selon le dernier rapport du forum des pays exportateurs de gaz (Gecef), consacré aux perspectives du marché jusqu'en 2050 qui devrait connaître une croissance 20% durant cette période.

ECONOSTRUM

Taux de change : nouvelle envolée de l'euro sur le marché noir en Algérie

Le taux de change fluctue sur le marché noir des devises en Algérie qui est la véritable bourse de change. Ce marché est marqué ces derniers jours par un dynamisme qu'il a perdu pendant plusieurs semaines. En effet, les devises étrangères connaissent de nouvelles fluctuations. L'euro qui a battu plusieurs records en deux semaines, a commencé à reculer, puis à se stabiliser avant de repartir à la hausse.

Il faut dire qu'à défaut de bureaux de change, le change se fait presque exclusivement au noir en Algérie.

Finance islamique: La BDL lance une promotion spéciale Ramadhan sur son offre Mourabaha-Consommation

La Banque de développement local (BDL) a annoncé, samedi dans un communiqué, le lancement d'une promotion spéciale Ramadhan sur son offre Mourabaha-Consommation, prévoyant «un rabais de 50 % sur la marge bénéficiaire» afin d'aider les clients à financer leurs besoins de consommation durant le mois sacré à des prix compétitifs.

«A l'occasion du mois de ramadhan, la Banque de développement local annonce le lancement d'une promotion spéciale sur son offre Mourabaha-Consommation prévoyant un rabais de 50 % sur la marge bénéficiaire, afin d'aider ses clients à financer leurs besoins de consommation durant le mois sacré en bénéficiant de conditions allégées et de prix compétitifs», lit-on dans le communiqué de la BDL.



بنك التنمية المحلية يطلق عرض "مراجعة استهلاك"

50% خصم على هامش ربح تمويل استهلاكي إسلامي

أعلن بنك التنمية المحلية، عن عرض ترويجي جديد تحت مسمى "مراجعة استهلاك" يتيح خصما بـ 50% من هامش الربح في تمويل الاحتياجات الاستهلاكية لزيائنه وفق شروط ميسرة، ما يقلل من تكلفة التمويل طيلة شهر رمضان، إلى جانب تسطيره برنامجا تضامنيا لفائدة المحتاجين.

دعا الشركات الخاصة للالتحاق بها.. بن موهوب لـ"المساء"

بورصة الجزائر مستعدة لتمويل مشاريع الجماعات المحلية

* رقمنة بورصة الجزائر خلال 2024 ومراجعة مرسوم إنشائها

كشفت المدير العام لشركة تسيير بورصة الجزائر، يزيد بن موهوب، عن مراجعة المرسوم الخاص بإنشاء البورصة الصادر في عام 1993، ورقمنتها بالتزامن مع عزم السلطات العمومية إعادة بعث سوق الأوراق النقدية.

قال بن موهوب في تصريح لـ"المساء"، إن مرسوم إنشاء البورصة الصادر في عام 1993 ستمت مراجعته، مؤكداً عن وجود مشروع قيد الإنجاز لرقمنة هذه الهيئة المالية، عبر إطلاق منصة إلكترونية على مرحلتين، الأولى تخص الوسطاء والبورصة، والثانية تتعلق بالمتعاملين والبورصة عبر منصة الوسطاء، معبرا عن أمله في أن يتم الانتهاء من مشروع الرقمنة هذا خلال السنة الجارية.

أوامر بعصرنة المنصة الرقمية الخاصة بعمليات منح وثيقة التوطين البنكي

قام وزير التجارة وترقية الصادرات، الطيب زيتوني، اليوم الأحد، بمقر الوزارة، بتفقد سير عمل اللجنة الوزارية لدراسة طلبات الحصول على الوثيقة المسبقة للتوطين البنكي الخاصة بالمتعاملين الاقتصاديين الناشطين في مجال استيراد المنتجات والبضائع الموجهة لإعادة البيع على الحالة.

وحسب بيان وزارة التجارة، فإنه وبعد استماعه إلى عرض مفصل حول الطلبات المقدمة والإجراءات المتبعة في دراستها ومعالجة الطلبات، وجه الوزير التعليمات التالية:

PERISCOOP

Soirperiscoop@yahoo.fr

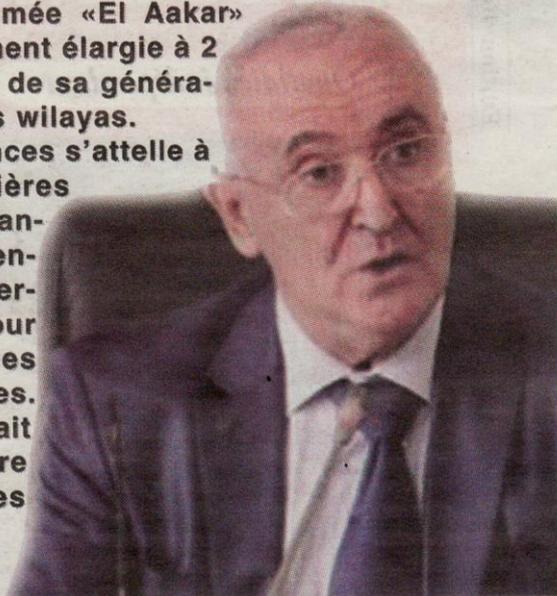
Lundi 18 mars 2024 - Page 2

Dernières retouches chez Faid

La plateforme dénommée «El Aakar» va être progressivement élargie à 200 notaires en plus de sa généralisation à l'ensemble des wilayas.

Le ministère des Finances s'attelle à y introduire les dernières retouches avant de la lancer à travers son data center en y introduisant certaines modifications pour répondre aux doléances soulevées par les notaires.

Ladite plateforme avait été lancée dans le cadre de la numérisation des activités domaniales.



SITUATION FINANCIÈRE DU PAYS

Faid rassure

Le ministre des Finances qualifie la situation financière du pays de «confortable au début de l'année 2024», mettant en avant l'amélioration des indicateurs macroéconomiques, la reprise des exportations et la réalisation d'un excédent commercial, non sans affirmer que l'année en cours sera celle de la poursuite des réformes engagées dans le secteur des finances.

Mohammed K. - Alger (Le Soir) - Dans un entretien paru hier dimanche sur les colonnes du quotidien *Echorouk*, Laaziz Faid a tenu en premier lieu à rappeler les recommandations du président de la République portant sur l'importance du pouvoir d'achat des citoyens, la justice sociale et la création d'emplois, avec l'accélération de la mise en œuvre des augmentations des salaires inscrites dans la loi de finances pour l'année 2024. Il n'a pas exclu le recours à une loi de finances rectificative «si la situation l'exige», précisant que plusieurs lois de finances rectificatives peuvent être adoptées en un an, ce que prévoit la loi organique des lois de finances. Se voulant explicite, Faid a affirmé que les lois de finances ne sont pas des lois comme les autres, comme le budget dans sa conception qui est un acte prévisionnel qui comporte des attentes susceptibles d'être revues à un moment donné.

Le ministre des Finances a, par ailleurs, confirmé l'adoption de mesures contraires aux expériences précédentes dans l'ouverture prochaine de bureaux de change, jusqu'à ce que l'opération soit couronnée cette fois-ci de «succès» avec en tout premier lieu la «réduction de l'écart entre le marché officiel et le marché parallèle».

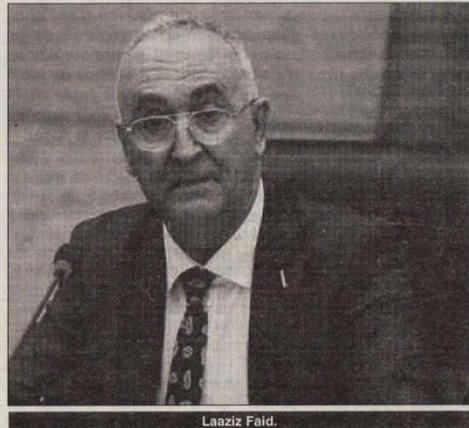
Bientôt une banque internationale algérienne en France

Concernant l'ouverture de succursales des banques algériennes à l'étranger, le ministre des Finances a annoncé le lancement dans les prochains jours de la Banque extérieure internationale de l'Algérie en France. Par ailleurs, une autre banque algérienne sera implantée à Abidjan, en Côte d'Ivoire, et entrera en service au deuxième semestre de l'année en cours. Deux banques qui s'ajou-

tent aux agences bancaires déjà opérationnelles en Mauritanie et au Sénégal.

Abordant l'ouverture du capital du Crédit populaire algérien, le ministre des Finances le qualifie de «processus historique» réalisé, a-t-il précisé, sur une décision du président de la République par laquelle une partie de 30% du capital de la banque a été ouverte. Et d'estimer que la première étape de ce processus a atteint les objectifs escomptés et a enregistré un saut qualitatif remarquable, affirmant que l'ouverture du capital des banques publiques représente une «grande opportunité pour encourager le partenariat entre les secteurs public et privé, et ainsi, améliorer le développement économique du pays».

Et cette dynamique positive ouvre la voie, selon Faid, à des «perspectives prometteuses pour le secteur financier et reflète le potentiel du marché national des capitaux, établissant ainsi une gouvernance bancaire forte et efficace, tout en encourageant la voie des réformes stratégiques, en réponse aux évolutions du secteur financier dans le cadre d'une approche proactive et transparente». Et au ministre de faire part de l'entame des préparatifs pour



Laaziz Faid.

Photo : DF

les procédures d'ouverture du capital de la Banque du développement local. «Un processus d'ouverture du capital de la banque qui s'inscrit dans la continuité et le soutien de notre stratégie de promotion et de soutien de la croissance économique», explique-t-il encore annonçant qu'une troisième banque est concernée par cette procédure d'ouverture du capital.

Une loi pour encadrer le partenariat public-privé

Le ministre des Finances a, par ailleurs, déclaré que des projets de loi sont en cours d'étude et d'approbation à l'effet, selon lui, de «soutenir l'arsenal juridique du secteur pour contribuer à accompagner efficacement le dynamisme économique actuel, à l'instar du projet de loi sur le partena-

riat entre les secteurs public et privé». Ce projet de loi vise à «formaliser et établir un droit unifié relatif à cette nouvelle forme de gestion et d'encadrement des équipements publics, tout en préservant à la fois les intérêts de l'État et du citoyen», explique Faid. Cette nouvelle forme de partenariat est considérée par le ministre comme un «outil stratégique de gestion et de financement qui permet d'assurer une meilleure gestion des services publics en augmentant l'implication d'acteurs économiques spécialisés du secteur privé qui utilisent des méthodes innovantes». Ceci en sus du fait que ce partenariat présente des avantages dont Faid citera le «bénéfice de l'expertise et des compétences, améliorant ainsi l'efficacité, réduisant les coûts et favorisant le développement durable, l'innovation et le développement économique».

Une nouvelle loi pour les assurances

Considérant le secteur des assurances comme un dossier important de réforme des finances publiques, le ministre des Finances a fait part d'un nouveau projet de loi sur les assurances qui vise, a-t-il expliqué, à «adapter l'activité d'assurance au développement économique et social que connaît le pays, développer l'inclusion financière en accélérant le processus de la digitalisation des produits et services d'assurance afin d'améliorer le service rendu au client, de diversifier l'offre et les canaux de distribution, ainsi que d'améliorer la gouvernance et l'efficacité des compagnies d'assurance publiques». Actuellement à l'étude au niveau du gouvernement, ledit projet de loi sera présenté aux deux chambres du Parlement avant la fin de l'année en cours.

INDICE DE DÉVELOPPEMENT HUMAIN (IDH) DE L'ONU

L'Algérie 4^e pays le plus développé d'Afrique

Le rapport sur le développement humain 2023-2024, rendu public il y a quelques jours par le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud), s'est évertué cette année à tirer l'alarme sur les inégalités de plus en plus grandissantes dans le développement humain et, surtout, ce rapport met en exergue «l'impasse dangereuse résultant de progrès de développement inégaux, de l'intensification des inégalités et de l'escalade de la polarisation politique, à laquelle nous devons remédier de toute urgence».

Intitulé «Sortir de l'impasse», le rapport 2023-2024 du Pnud sur le développement humain appelle à «une action collective pour lutter contre les inégalités croissantes et d'autres défis mondiaux». Le marasme atteint son paroxysme dans le monde, selon le Pnud dont le constat est implacable quant au développement humain en 2023. Le Pnud, en effet, atteste que «les pays riches atteignent un niveau de développement humain record, mais la moitié des plus pauvres ont régressé». Ces progrès inégaux en matière de développement qui laissent de côté les plus pauvres, exacerbant les inégalités et attisant la polarisation politique à l'échelle mondiale, résultant en «une impasse dangereuse qui doit être résolue de toute urgence par une action collective», selon le rapport publié mardi dernier.

de 40% du commerce mondial de marchandises est concentré dans trois pays ou moins ; et en 2021, la capitalisation boursière de chacune des trois plus grandes entreprises technologiques du monde a dépassé le produit intérieur brut (PIB) de plus de 90% des pays cette année-là», constate le Pnud qui clôt son rapport par un classement des pays selon leur IDH, du plus développé à celui qui l'est le moins. Selon cette classification, l'Algérie est dans la catégorie des pays à IDH développé avec un indice élevé de 0,745, soit le 93^e mondial et le 4^e pays au niveau de l'Afrique, derrière les Seychelles (0,802), Maurice (0,796) et la Libye (0,746). Au niveau des pays arabes,



Photo : DR

L'Algérie a connu une croissance économique impressionnante.

l'Algérie est à la 8^e position, derrière respectivement les Émirats arabes unis, Bahreïn, l'Arabie saoudite, le Qatar, le Koweït, Oman et la Libye, mais devant respectivement la Jordanie, la Tunisie, l'Égypte, le Liban, la Palestine, le Maroc et l'Irak, la Syrie, le Soudan, Djibouti, le Yémen et la Somalie.

Azidine Maktour

Les auteurs du rapport constatent que le rebond de l'indice de développement humain (IDH) mondial – une mesure synthétique reflétant le revenu national brut d'un pays (RNB) par habitant, éducation et espérance de vie – a été «partiel, incomplet et inégal». L'IDH, selon l'institution dépendante de l'ONU, devrait atteindre des niveaux records en 2023 après de fortes baisses durant les ans I et II de la pandémie de Covid, en 2020 et 2021. Mais force est de constater que ces progrès accomplis en 2023 sont profondément inégaux tellement les pays riches connaissent des niveaux de développement humain record, tandis que la moitié des pays les plus pauvres du monde restent en deçà de leur niveau de progrès d'avant la crise sanitaire.

Selon leur indice de développement humain (IDH), les pays passés au crible du Pnud sont classés en groupes, des pays à IDH «très élevé», pays à IDH «élevé», pays à IDH «moyen» et pays à IDH «faible». Les pays à IDH très élevé ou élevé sont considérés comme pays développés, lorsque l'IDH est moyen, c'est un pays en développement et le pays à IDH faible c'est un pays en voie de développement.

Les données utilisées par le Pnud pour classer les pays selon leur IDH sont obtenues auprès d'agences de l'ONU ou d'organisations internationales reconnues telles que l'Unesco, le FMI, la Banque mondiale et d'autres institutions.

«Les inégalités mondiales sont aggravées par une forte concentration économique. Comme indiqué dans le rapport, près

COMMERCIALISATION DES FIAT
MADE IN ALGERIA

Plusieurs banques se lancent dans le financement islamique

Avec l'arrivée de la FIAT made in algeria, plusieurs banques sont intéressées par le financement pour l'achat d'un véhicule, et la plupart de ces banques vont offrir des financements islamiques.

Dans ce sillage, le Crédit populaire d'Algérie (CPA) projette d'acheter, après le Ramadhan, un stock de voitures fabriquées localement pour les revendre aux clients selon la formule Mourabaha, conformément aux principes de la Charia islamique. C'est ce que nous a indiqué, hier, le chef du département finance islamique au CPA, Sofiane Mazari. Et de préciser que l'opération se fera en fonction de la disponibilité des véhicules auprès du réseau commercial de la société Stellantis Fiat El Djazaïr.

«A partir du moment où Fiat a commencé à commercialiser ses produits montés localement, le CPA est disposé à financer les particuliers qui souhaitent s'en procurer. Nous projetons d'acheter un lot de véhicules juste après le mois de Ramadhan», a-t-il dit. Il a expliqué qu'il suffit au client de ramener une facture proforma auprès d'un concessionnaire Fiat d'un produit fabriqué localement.

«La banque prendra le relais et se chargera du financement», a-t-il fait savoir. Il a indiqué que le financement peut atteindre jusqu'à 90% du prix de la voiture, alors que la marge de profit est fixée à 7,5% par an. Le responsable a rappelé que le montant du financement a été porté à 7 millions de dinars, soit 700 millions de centimes, au lieu de 300 millions.

«Quand nous avons vu que les prix avaient augmenté énormément, nous avons décidé de revoir les conditions. Nous sommes passés à 7 millions de dinars. De cette manière, nous pouvons financer la plupart des véhicules, sauf les marques de luxe», a-t-il souligné. Selon lui, le montant du crédit est calculé par rapport au revenu du demandeur et sur la base d'une mensualité de remboursement qui ne doit pas dépasser 30% du montant du revenu net mensuel. La durée de remboursement est de 12 mois au minimum et 60 mois au maximum.

Au-delà de l'automobile, le président du comité de la finance islamique à l'ABEF a souligné que le recours au crédit à la consommation permet aux demandeurs d'étaier des dépenses importantes sur une durée conséquente. Il a rappelé que l'arrêté interministériel portant sur les conditions et modalités d'octroi du crédit à la consommation fixe essentiellement la liste des produits industriels fabriqués ou assemblés localement éligibles au crédit à la consommation.

«C'est une démarche économiquement intéressante. Cela va indirectement financer des producteurs. Ces derniers vont étendre leurs investissements, augmenter leurs revenus et contribuer à la création de valeur et d'emplois. C'est de l'investissement indirect, et l'économie nationale en tirera profit», a-t-il conclu.

Omar A.

SECTEUR BANCAIRE

L'entrée en Bourse du CPA avant fin mars

● L'entrée effective en Bourse du CPA est prévue, selon des sources proches du dossier, fin mars, probablement le 26 de ce mois.

Prévue initialement le 2 février dernier, la clôture de la première phase de l'opération de souscription au capital du Crédit populaire d'Algérie (CPA) a finalement eu lieu le 14 mars, après la décision prise par la banque de prolonger le délai de 15 jours. L'objectif était de permettre aux personnes physiques et aux entreprises intéressées par l'achat d'actions et qui n'ont pas pu le faire entre le 30 janvier et le 28 avril de participer à cette souscription «*en toute facilité et aisance*». Un objectif atteint puisque, selon les premiers résultats, le nombre d'actions cédées a dépassé celui arrêté pour la première phase, c'est-à-dire 22 millions d'actions. L'entrée effective en Bourse du CPA est prévue, selon des sources proches du dossier, fin mars, probablement le 26 de ce mois. Jusque-là, les premiers résultats évoquent la réussite de l'opération et le CPA a relevé un «*fort engouement*» pour cette prise de participation, selon les chargés de l'opération au niveau des agences. Cet engouement a surtout été enregistré la semaine qui a précédé le mois de Ramadhan, que ce soit du côté des particuliers, des entreprises ou des investisseurs intentionnels. Des groupes privés de renom auraient d'ailleurs souscrit au capital du CPA en attendant que d'autres suivent.

Le bilan arrêté au 7 mars dépasse largement les objectifs fixés. Au total, selon le ministre des Finances, Laaziz Faïd (un entretien à *Echorouk*), à cette date, il y a eu 42 628 souscripteurs dont 39 011 particuliers, soit 70% des acquéreurs, contre 22% pour les entreprises et 8% pour les investisseurs intentionnels (II). Et ce, pour un montant global de 98,6 milliards de dinars.

Ce qui représente 71%. Il restait ainsi au 7 mars 39% de l'offre à céder. Une offre qui est, pour rappel, de l'ordre de 138 milliards de dinars sur une valeur de 512 milliards de dinars. A fin février, le montant cédé était de l'ordre de 50 milliards de dinars, selon le PDG de la banque, Ali Kadri. En l'espace d'une dizaine de jours, le chiffre a donc doublé. Il faut s'attendre à ce qu'il soit encore en hausse dans le bilan final. Ce qui va écarter le délai global de l'opération d'ouverture du capital, qui devrait durer théoriquement jusqu'à la fin de l'année en cours en trois phases. Le PDG du CPA a déjà évoqué cette possibilité, annonçant à l'occasion d'une sortie médiatique le passage direct à la troisième phase. Il avait précisé que les actions restantes (sur un total de 60 millions) allaient être proposées sur le marché secondaire jusqu'au mois



Le CPA a relevé un «fort engouement» pour l'opération de souscription

d'octobre 2024. Mais à la lumière de ces premiers résultats, cette phase serait clôturée bien avant. Ce qui permettra de laisser place à l'ouverture du capital de la Banque de développement local (BDL), un dossier sur lequel le travail a déjà commencé, selon les informations que nous avons pu obtenir.

«ÉTAPE CRUCIALE»

Ce que le ministre des Finances a confirmé justement, précisant qu'une troisième banque sera concernée par ce processus, sans toutefois donner de nom. Le secteur des assurances connaîtra également cette ouverture, comme l'avait déjà laissé entendre le président de la Commission d'organisation et de surveillance des opérations de Bourse (Cosob) Youcef Bouzenada.

En prévision de cette nouvelle dynamique sur le marché boursier, la Cosob a délivré tout récemment un agrément au profit de la société Invest Market/SPA en qualité d'intermédiaire en opérations de Bourse (IOB). Ce qui porte ainsi le nombre d'IOB à dix, puisqu'avant ce nouvel agrément, le secteur

en comptait neuf, à savoir la Banque extérieure d'Algérie, la Banque nationale d'Algérie, le Crédit populaire d'Algérie, la Banque de développement local, la Banque de l'agriculture et du développement rural, la Caisse nationale d'épargne et de prévoyance, Al Baraka Bank, Société Générale Algérie et Al Salam Bank. «L'arrivée d'un nouvel acteur sur la place boursière permettra d'accroître la concurrence, d'améliorer la qualité des services offerts aux investisseurs et de contribuer à l'élargissement de l'assiette des activités du marché, notamment à la lumière de la dynamique que connaît actuellement le marché financier algérien», a souligné la Cosob à ce sujet. Et d'ajouter que l'introduction en Bourse des banques publiques constitue «une étape cruciale dans ce processus», affichant par la même sa détermination à soutenir «toute initiative visant à accroître la contribution du marché financier dans le financement de l'économie, et appelle tous les acteurs du marché financier à continuer d'œuvrer pour le développement de cette action».

Samira Imadalou

دخول القرض الشعبي الجزائري في البورصة

تحصيل نحو 56 مليار دينار في المرحلة الأولى

بعد إقرار تمديد عملية الاكتتاب لشراء أسهم القرض الشعبي الجزائري التي حددت مرحلتها الأولى ما بين 30 جانفي و28 فيفري إلى غاية 14 مارس، على خلفية إيداع طلب لدى لجنة تنظيم ومراقبة عمليات البورصة، شهدت العملية حصيلة إيجابية حسب المؤشرات المتوفرة، بتحقيق الأهداف المسطرة من خلال تحصيل نحو 56 مليار دينار وأكثر من 20 مليون سهم.



ومن شروط الاكتتاب، بالنسبة للأشخاص الطبيعيين ذوي الجنسية الجزائرية حدد الحد الأدنى 10 أسهم، أما المستثمرون المؤسساتيون فإن الحد الأدنى محدد بـ1000 سهم، بينما بالنسبة للأشخاص المعنوية بموجب القانون فقدر الحد الأدنى بـ500 سهم.

ويصنف القرض الشعبي الجزائري ضمن أكبر ثلاثة بنوك في القطاع البنكي الجزائري من حيث مجموع الميزانية، تعبئة الموارد وتمويل الاقتصاد. وقد عرف مجموع ميزانية البنك تزايدا مستمرا، حيث تجاوز 1922 مليار دج في نهاية سنة 2017 ليصل إلى 3.367 مليار دج في نهاية سنة 2022، أي بارتفاع بنسبة 75,18٪ وبمعدل 15,04٪ سنويا. ويتمثل المنتج البنكي في جملة نشاطاته، ففي سنة 2022 بلغ 70.148 مليون دينار جزائري مع تحقيق نتيجة صافية مقدرة بـ37.500 مليون دينار جزائري.

ويضم بنك القرض الشعبي الجزائري امتدادا جغرافيا بما يعادل 161 وكالة موزعة عبر التراب الجزائري، فضلا عن 98 شبكا للصيرفة الإسلامية و15 مجموعة استغلال و20 فضاء رقميا، مع التحضير لفتح وكالات جديدة. ويعزز بنك القرض الشعبي الجزائري نشاطه الجوّاري من خلال عرض منتوجاته عبر الأنترنت (Mobile CPA -E-banking, e-cp@) ومركزين للاتصال أحدهما موجه للمنتجات النقدية التي تضمن استمرارية الخدمة، كما يضم البنك حاليا أكثر من 4451 متعاون.

ح.ص

200.000.000.000 دينار جزائري بقيمة 60 مليون سهم عادي بسعر بيع 2300 دينار جزائري. وتتمثل الدعوة العامة لبيع أسهم القرض الشعبي الجزائري في عرض بيع أسهم القرض الشعبي الجزائري من خلال بيع 60.000.000 سهم أو 30٪ من رأس المال خلال الفترة الممتدة من 30 جانفي إلى 28 فيفري 2024، وتم تمديدها إلى 14 مارس 2024.

وقد تم تحديد ثلاث مراحل في عملية شراء الأسهم عن طريق الاكتتاب، الأولى مفتوحة للجمهور والمؤسسات، التي أتاحت تحصيل، حسب حصيلة أولية، حوالي 50.6 مليار دينار، ما يعكس تجاوزا للأهداف المسطرة. وقد تم تسجيل على مستوى شبائيك القرض الشعبي الجزائري أكثر من 21 ألف اكتتاب من نحو 19.300 شخص مادي وقدرت القيمة بنحو 39 مليار دينار من قبيل الخواص على مستوى وكالات البنك، علما أن عمليات الاكتتاب متاحة أيضا على مستوى البنوك الخمسة العمومية وسوسبيتي جنرال الجزائر ووسيط عملية البورصة "تل ماركيت".

وتستهدف المرحلة الثانية من العرض الشركات الكبيرة من خلال بيع الأسهم في السوق الثانوية لبورصة الجزائر بقيمة أكبر وحجم أعلى للاكتتاب والتي يرتقب أن تمتد إلى غاية أكتوبر المقبل، في حين يمكن أن تتدخل المرحلة الثالثة والأخيرة، المخططة باتجاه جميع فئات المكتتبين، في حال لم يتم بلوغ المبلغ الإجمالي للعرض وهو حوالي 138 مليار دينار.

حفيظ صوالي

● القرض الشعبي الجزائري الذي يصنف ضمن ثلاثة أهم بنوك وطنية، ختم مرحلته الأولى من عملية الاكتتاب بتقدير أولي بتحصيل نحو 56 مليار دينار، علما أن عملية فتح رأس مال القرض الشعبي الجزائري قد دخلت حيز التنفيذ في 30 جانفي الماضي، مع عرض 22 مليون سهم في مرحلة أولى بسعر 2.300 دينار جزائري للسهم الواحد، مع تحديد الوسطاء في عملية البورصة المكلفين بالبيع، المتمثلة في بنوك القرض الشعبي الجزائري وبنك الفلاحة والتنمية الريفية وبنك التنمية المحلية وبنك الجزائر الخارجي والبنك الوطني الجزائري وبنك الصندوق الوطني للتوفير والاحتياط وسوسبيتي جنرال الجزائر.

وقد خصت عملية العرض العمومي للبيع الأشخاص الطبيعيين المقيمين من جنسية جزائرية والأشخاص الطبيعيين الأجانب للقرض الشعبي الجزائري والمستثمرين المؤسساتيين وكذا الأشخاص المعنويين الخاضعين للقانون الجزائري. وقد فاقت قيمة التحصيل 56 مليار دينار وما يزيد على 20 مليون سهم، بتسجيل انخراط الأشخاص المعنويين على غرار المؤسسات وعملاء البنك، ما يعكس الثقة التي يحظى بها البنك لدى عملائه.

وقد فتح القرض الشعبي الجزائري رأسماله للجمهور (الأشخاص الطبيعيين، المستثمرون المؤسساتيون والأشخاص المعنوية) بنسبة 30٪ من مجموع



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

⚡ Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



f

@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger